



**ASSOCIATION L'ECOLE COMESTIBLE**  
(association loi 1901)

**12 rue Saint Maur**

**75 011 PARIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 NOVEMBRE 2025**  
**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

Mesdames, Messieurs,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « ECOLE COMESTIBLE » relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 14 novembre 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-25 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la correcte application des principes comptables applicables à l'association.





Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER DU TRESORIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 14 novembre 2025.

#### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Cergy

Le 18 novembre 2025

Pour L'ATWO CONSEIL  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles et du Centre



Angélique POUPON  
Commissaire aux comptes associé  
Membre de la CRCC de Versailles

**L'ATWO CONSEIL SAS**  
Société d'expertise - comptable  
et de commissariat aux comptes  
4 Rue du Lendemain  
95192 CERGY  
SIRET 951 92 521 00039



## ANNEXE

### DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

Postes	Brut 2024- 2025	Amort. & dépréc.	Net 2024- 2025	Net 2023- 2024
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	17 389		17 389	
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	8 607	2 215	6 391	2 412
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	121		121	121
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)</b>	<b>26 117</b>	<b>2 215</b>	<b>23 901</b>	<b>2 533</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				1 920
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	101 429		101 429	9 858
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	8 077		8 077	390
<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie				
<b>DISPONIBILITÉS ET CHARGES</b>				
Disponibilités	309 070		309 070	469 705
Charges constatées d'avance	2 276		2 276	1 890
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>420 852</b>		<b>420 852</b>	<b>483 763</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>446 969</b>	<b>2 215</b>	<b>444 753</b>	<b>486 296</b>



# Bilan passif

Postes	Net 2024- 2025	Net 2023- 2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droits de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>RÉSERVES</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	273 587	234 068
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	5 158	39 519
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>278 745</b>	<b>273 587</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 968	18 666
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	23 132	21 416
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9 200	658
Produits constatés d'avance	117 709	171 968
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>166 009</b>	<b>212 709</b>
Écarts de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>444 753</b>	<b>486 296</b>

# Compte de résultat

Postes	2024- 2025	2023- 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	5 003	5 228
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	46 795	80 584
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	273 696	263 594
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	49 601	64 882
Mécénat	267 318	118 418
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		6 833
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 080	11 453
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>644 492</b>	<b>550 994</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	34 899	28 764
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	352 400	311 409
Aides financières	9 671	
Impôts, taxes, et versements assimilés	3 327	2 793
Salaires et traitements	191 022	145 397
Charges sociales	42 941	23 573
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 043	172
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	4 928	1 451
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>641 231</b>	<b>513 560</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>3 261</b>	<b>37 434</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 924	2 092
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>1 924</b>	<b>2 092</b>



Postes	2024- 2025	2023- 2024
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	27	7
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>27</b>	<b>7</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 897</b>	<b>2 085</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)</b>	<b>5 158</b>	<b>39 519</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>646 416</b>	<b>553 086</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>641 258</b>	<b>513 567</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	140 523	109 510
Bénévolat		
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>140 523</b>	<b>109 510</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	140 523	109 510
<b>TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>140 523</b>	<b>109 510</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>5 158</b>	<b>39 519</b>

# Préambule

## Introduction

### Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/08/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/09/2023** à **31/08/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **444 753,46 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **5 157,90 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Événements significatifs

### Événements post-clôture

**Sans impact :**

Le bail en cours arrive à son terme. L'association est à la recherche de nouveaux locaux.

### Autres informations significatives

Le principe retenu pour les produits constatés d'avance relatifs au mécénat et aux subventions non fléchées : lorsque la date de réception des fonds est postérieure à juin, ceux-ci sont rattachés à l'exercice suivant via les PCA. En effet, les fonds reçus en juin ne peuvent être utilisés, au plus tôt, que pour les ateliers organisés à partir de septembre.

L'ensemble du mécénat perçu au cours de l'exercice a été analysé conformément aux textes législatifs et réglementaires suivants : loi n° 91-772 du 7 août 1991, décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, arrêté du 22 mai 2019, et règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Nous confirmons que les sommes perçues durant l'exercice ne proviennent pas de ressources collectées via l'appel à GP. Par conséquent, nous n'avons pas l'obligation d'établir un CER ni un CROD.





# Principes et méthodes comptables

## Règlement comptable

### Description de l'entité

L'association L'école comestible a pour objectif de :

- Promouvoir une éducation alimentaire de la terre à l'assiette (i.e. : "éducation comestible") articulée autour de valeurs écologiques, sociales et humaines, notamment et surtout auprès des enfants,
  - Développer sur les territoires, au sein et au-delà des écoles, les principes et les savoir-faire d'une alimentation bonne, propre et juste, de la manière la plus inclusive possible et en créant des synergies avec les acteurs locaux engagés pour le bien manger.
- Œuvrer de toutes les manières possibles au réenchantement du repas, au sein des cantines et dans le quotidien des enfants,

Elle se dote de tous les moyens d'actions que les membres de l'association jugeront utiles de mettre en œuvre pour atteindre cet objet :

- Proposer des actions éducatives et culturelles autour de l'alimentation (potagers pédagogiques, cuisine, culture alimentaire, nutrition, visites et rencontres avec des artisans, chefs, producteurs...) à destination des enfants et par extension des familles,
- Concevoir et proposer des outils, supports et contenus pédagogiques permettant d'atteindre les objectifs précités, notamment au sein des écoles et des programmes scolaires,
- Concevoir et proposer des formations permettant aux adultes encadrants (enseignants, animateurs, coordinateurs, parents, cuisiniers, jardiniers, etc.) de diffuser et transmettre cette éducation comestible,
- Mutualiser les expériences et compétences des membres de l'association,
- Assurer le suivi des actions mises en place.

### Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

## Liste des méthodes

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,



- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
<b>Bâtiments, installations et agencements</b>	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
<b>Matériel et outillage</b>	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

## Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

## Frais de recherche et développement

### Inscription à l'actif :

Du fait de la nature de l'activité de la société et compte tenu de son caractère innovant, une partie significative des charges de la société correspond à la définition des frais de développement énoncés par la PCG. Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si les 6 conditions définies par les normes comptables sont remplies. Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées à l'actif du bilan.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les dépenses liées au projet de développement inscrit au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que le projet lié remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont comptabilisés.

## Créances et dettes



Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

## Subventions

### Inscription proratisée :

L'association a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

# Postes du bilan et du compte de résultat

## Informations relatives à l'actif

### Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement		17 389		17 389
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles	2 584	6 023		8 607
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	121			121

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
- (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



## Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres		2 215		2 215
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

## Actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables

## État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	121	121		
Clients douteux				
Autres créances clients	101 429	101 429		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	501	501		
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	7 556	7 556		
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	20	20		
Charges constatées d'avance	2 276	2 276		
<b>TOTAL</b>	<b>111 903</b>	<b>111 903</b>		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

## État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	2 276	
<b>TOTAL</b>	<b>2 276</b>	

## Informations relatives au passif

## Variation des fonds propres

Rubriques	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	234 068	39 519			273 587
Report à nouveau	39 519	-39 519		5 158	5 158
Excédent ou déficit de l'exercice					
<b>Situation nette</b>					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>273 587</b>			<b>5 158</b>	<b>278 745</b>

## Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de ...				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	15 968	15 968		
Personnel et comptes rattachés	11 480	11 480		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	9 549	9 549		
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 103	2 103		
Dettes sur immobilisations et comptes ratt...				
Groupe et associés				
Autres dettes	9 200	9 200		
Produits constatés d'avance	117 709	117 709		
<b>TOTAL</b>	<b>166 009</b>	<b>166 009</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contracté...				



## Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 117 709	
<b>TOTAL</b>	<b>- 117 709</b>	

## Informations relatives au compte de résultat

### Cotisations

L'adhésion à l'association se matérialise par la signature d'un formulaire d'adhésion et le paiement de l'éventuelle cotisation annuelle. La cotisation est comptabilisée lorsqu'elle est effectivement payée par le membre.

### Concours publics et subventions

Au cours de l'exercice, l'association a bénéficié de subventions publiques attribuées par des collectivités territoriales françaises, dans le cadre du soutien à ses activités d'éducation alimentaire saine et durable. Ces subventions ont été octroyées sous forme de subventions de fonctionnement, destinées à couvrir une partie des charges liées à l'organisation des actions menées.

L'ensemble des subventions reçues a fait l'objet d'une comptabilisation conforme au Plan Comptable Associatif (règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022)

## État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	11 268	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	3 480	
Personnel - Autres charges à payer	8 000	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	1 152	
État - Charges à payer	1 780	
<b>TOTAL</b>	<b>25 681</b>	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Banque - Intérêts courus à recevoir	1 195	
Clients - Factures à établir	24 775	
Organismes sociaux - Produits à recevoir	- 501	
<b>TOTAL</b>	<b>25 469</b>	

## Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **3300.00** euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : **3300.00** euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : **0.00** euros.

## Contributions volontaires en nature

Conformément aux dispositions de l'article 211-2 du règlement comptable n°2018-06 relatif aux associations, l'entité a procédé à la valorisation des contributions volontaires en nature dès lors que celles-ci présentent un caractère significatif et que leur recensement et leur évaluation peuvent être réalisés de manière fiable.

La valorisation a été réalisée selon une méthode fondée sur le coût de remplacement ou le tarif horaire moyen applicable aux prestations équivalentes sur le marché.

Le total des contributions volontaires valorisées s'élève à 140 522.90 €. Ces montants sont présentés en pied du compte de résultat, sans impact sur le résultat comptable, conformément aux règles en vigueur.



## Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

### Information sur les rémunérations

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/08/2025 versées aux Quatre plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 35100 Euros.

Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

Rémunérations

Montant total 35100€

# Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres			
Non-cadres			
Employés		8	8
Dont 2 apprenties			